

Plan CO.RAIL Antilles

Le secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, Yves Jégo, a annoncé lors de son déplacement aux Antilles du 19 au 24 mars 2009, une série de mesures de soutien aux TPE/PME guadeloupéennes et martiniquaises dans le cadre du plan CO.RAIL (Contrat de reprise d'activité et d'initiative locale).

Ce plan comprend des dispositions exceptionnelles que l'Etat prévoit à court terme en faveur des entreprises pour les aider à surmonter les difficultés de trésorerie au sortir de la crise avec notamment un report du paiement des dettes fiscales, des droits de douane, des aménagements en matière de dettes sociales comme la suspension des poursuites durant six mois et un abandon de 50 % des créances en cas de signature d'un plan d'apurement par les entreprises concernées ainsi qu'un assouplissement des règles applicables au chômage partiel.

Les TPE en difficulté pourront également obtenir un prêt à taux zéro d'un montant maximal de 25 000 euros et accéder à des prêts d'honneur.

Des mesures à moyen terme visant une reprise de l'investissement sont également prévues tels les prêts participatifs de rénovation hôtelière octroyés à taux préférentiels et sans garantie pour un montant unitaire compris entre 40 000 euros et 120 000 euros sur 7 ans avec un différé de 2 ans.

M. Jégo avait auparavant signé une convention de soutien au secteur du tourisme avec le GIE Maison de la France chargé de mettre en place et de réaliser une campagne internationale de promotion touristique afin de relancer et de diversifier la fréquentation touristique de l'outre-mer français, sur le marché national et les grands marchés étrangers conformément aux actions de communication annoncées lors des assises nationales du tourisme (création d'un site Internet de promotion et de réservation, conception et diffusion d'une brochure de promotion touristique sur l'ensemble des destinations ultramarines).

Les informations relatives au plan CO.RAIL Antilles sont disponibles à l'adresse suivante :

<http://www.outre-mer.gouv.fr/?informations-plan-co-rail-antilles.html>

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Communiqué de la BCE

Le 2 avril 2009, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a abaissé de 25 points de base ses différents taux directeurs avec effet au 8 avril 2009 : - le taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème est passé à 1,25 % ; - le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal est fixé à 2,25 % ; - le taux d'intérêt de la facilité de dépôt est passé à 0,25%.

Conseil de surveillance de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'Institut d'Émission des Départements d'Outre-mer (IEDOM) s'est réuni le 17 mars 2009 à Paris sous la présidence de M. Jean-Pierre Landau, Sous-Gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, Directeur général.

Le Conseil a passé en revue l'évolution en 2008 de la situation économique et financière des départements et collectivités d'outre-mer. Il a fait le point sur la participation de l'IEDOM dans le dispositif gouvernemental de médiation du crédit mis en place en octobre 2008.

Le Conseil a examiné le rapport du comité d'audit et de contrôle interne qui présente une analyse régulière et périodique du dispositif de maîtrise des risques mis en place au sein de l'Institut.

Les comptes de l'IEDOM pour l'exercice 2008, certifiés par les commissaires aux comptes, ont été approuvés par le Conseil.

Préparation des Etats généraux de l'outre-mer

Mme Michèle Alliot-Marie, ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et M. Yves Jégo, secrétaire d'Etat chargé de l'outre-mer, ont présenté en conseil des ministres, le 18 mars 2009, le calendrier et les modalités de mise en œuvre des Etats généraux de l'outre-mer qui débiteront le 15 avril 2009. M. Richard Samuel, préfet, délégué général à l'outre-mer, a été nommé coordinateur national de ces Etats généraux. Les ateliers se tiendront dans chacun des DOM entre le 15 avril et le 15 mai 2009. Une consultation sera également organisée pour les ultramarins vivant en métropole. Le site Internet www.etatsgenerauxdeloutremer.fr a été lancé afin d'élargir le périmètre des consultations.

Projet de loi pour le développement économique des outre-mer

Le Sénat a adopté le 12 mars 2009 le projet de loi pour le développement économique des outre-mers. Le texte comporte plusieurs améliorations notables en matière de pouvoir d'achat, de renforcement de la compétitivité des entreprises dans un contexte de crise économique, de relance du logement social et d'amélioration de la transparence de la défiscalisation des investissements outre-mer.

Le projet de loi sera discuté à l'Assemblée nationale à partir du 6 avril 2009, après examen par la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire.

Convention entre l'ADIE et le Secrétariat d'Etat à l'outre-mer

M. Yves Jégo, secrétaire d'Etat chargé à l'Outre-mer, a signé une convention avec Mme Maria Nowak, présidente de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) pour la création de 1 000 nouvelles entreprises outre-mer. Le secrétariat d'Etat à l'outre-mer versera 2 millions d'euros au total sur 3 ans à l'ADIE afin de financer l'accompagnement des bénéficiaires (formation, suivi et conseil).

Publications de l'IEDOM

Les notes expresses n° 53, 54, 55, 56, 57 et 59 réalisées par les agences de Mayotte, de la Réunion, de la Guyane, de la Guadeloupe, de Saint-Pierre-et-Miquelon et de la Martinique présentent une synthèse de la conjoncture en 2008.

Ces documents sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : (www.iedom.fr) pages publications de chacune des agences.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

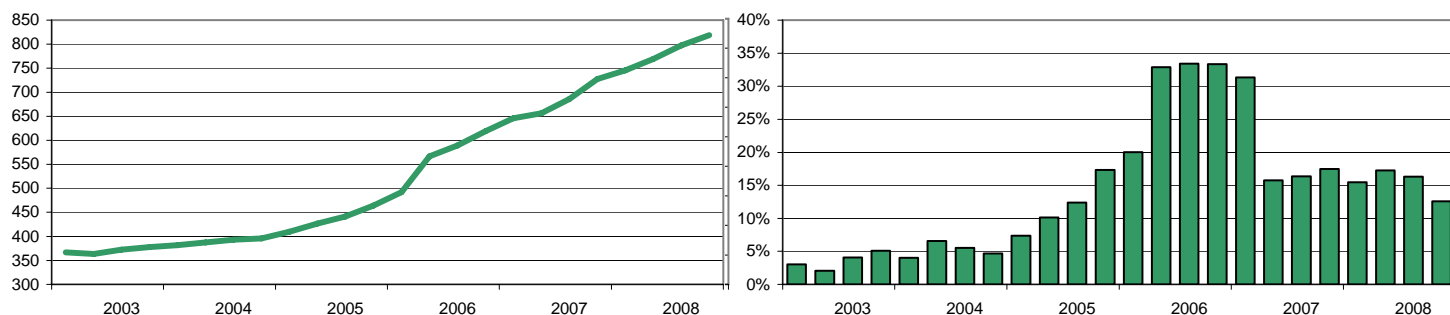
L'activité de distribution de crédits des établissements de crédit locaux était toujours bien orientée au 4^{ème} trimestre 2008 ...

Dans un contexte économique mondial tendu, les encours de crédits dans le département continuent leur croissance. **L'encours sain des crédits consentis par les établissements locaux** enregistre une croissance trimestrielle de 2,6 % (+ 12,6 % sur un an) et s'établit à 818,8 millions d'€ à fin décembre 2008. L'analyse des évolutions par agent, montre que l'encours des crédits octroyés aux **ménages** affiche une croissance de 13,4 % en glissement annuel, pour s'établir à 462 millions d'€. Les crédits à l'habitat, principale composante de l'endettement des ménages ont progressé de 4,1 % au quatrième trimestre alors que l'encours des crédits à la consommation a régressé de 1,3 %, cet encours est très dépendant du marché automobile qui est resté mal orienté toute l'année.

Encours de crédit sain des EC locaux

Données brutes (en millions d'€)

Variations sur un an



L'encours des crédits octroyés aux **entreprises** progresse également à un rythme soutenu (+ 12,7 %) et atteint 333,6 millions d'€. L'investissement, première composante du financement bancaire des entreprises, enregistre une progression de 3,5 % sur le trimestre alors que l'encours des crédits d'exploitation augmente de 3 %.

Le bulletin trimestriel de conjoncture bancaire et financière est téléchargeable sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Tourisme

L'INSEE et le Comité du Tourisme de la Guyane ont publié une enquête sur le tourisme en Guyane de 2005 à 2007. Elle est réalisée à partir de l'enquête sur les flux touristiques au départ de l'aéroport de Cayenne Rochambeau et complétée par des observations sur la fréquentation hôtelière régionale.

Il en ressort qu'un touriste sur deux est venu en Guyane pour des raisons professionnelles et que la fréquentation touristique est très liée à l'activité du Centre Spatial Guyanais (CSG). La majorité des touristes se loge dans les hôtels trois étoiles de l'île de Cayenne pour deux nuits et demie en moyenne. Un touriste sur deux vient en Guyane pour la première fois et trois sur quatre sont globalement satisfaits de leur séjour. Ces caractéristiques évoluent peu depuis 2005, date de la précédente enquête.

Société

Le Mayouri « pou lavi miyiow » (pour la vie meilleure) et les socioprofessionnels (l'Union des employeurs de Guyane, les transporteurs, les importateurs, les représentants de la petite et de la grande distribution, la CGPME), les chambres consulaires et les collectivités se sont entendus sur une baisse des prix de 8 % sur 100 produits de la grande distribution dès le 1^{er} mai. Cette baisse sera suivie d'autres en fonction de l'avancée des négociations entre les différents acteurs des filières.

Logement : SA HLM

Le bilan de la SA HLM de Guyane a été analysé par un rapport de la Mission Interministérielle d'inspection du logement social. La société, bailleur social, est propriétaire de 4 000 logements et devait bénéficier d'un plan de sauvetage de 85 millions d'€ qui n'a pas été mis en œuvre. L'autofinancement net est négatif depuis 2006, en grande partie à cause des dépenses de maintenance. L'origine des problèmes de la SA serait le montant élevé des loyers impayés qui représenterait un total de 10,5 millions d'€ en août 2008 (46 % d'une année de facturation).

Logement : le nouveau Pole Urbain Guyanais

Le projet de construction de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de Soula a été lancé. Elle devrait accueillir d'ici 6 ans 2 600 logements et près de 10 000 habitants sur une surface de 400 ha. Le budget du projet est estimé à 110 millions d'€. Cette zone d'habitation entend répondre à la forte progression démographique de la Guyane et mettre fin aux zones d'habitation spontanées.

Spatial

Arianespace a confirmé la bonne tenue de la société malgré la crise. L'ensemble de lancement Soyuz est en cours de finalisation et le premier lancement depuis le CSG devrait avoir lieu fin 2009. Le réaménagement du pas de tir ELA-1 pour la fusée Vega est pratiquement terminé et la mise en service commerciale devrait intervenir en 2010. Arianespace espère augmenter la cadence de lancement d'Ariane 5 avec 7 à 8 lancements en 2009.

L'ESA et le CNES ont signé un contrat de 435 millions d'€ qui permet à l'ESA de poursuivre l'utilisation de la base de Kourou pour la période 2009-2013. L'ESA contribue par ces contrats à assurer l'entretien et l'exploitation du Centre Spatial Guyanais.

Carburants

Le rapport Bolliet sur la fixation des prix de l'essence dans les DOM a été rendu ce mois-ci. Il préconise une libéralisation des prix afin de faire jouer la concurrence et permettre l'automatisation des pompes. Il souligne les surcoûts liés au mode de production de la Sara, avec le raffinage sur place plus onéreux que la livraison directe du produit fini.

Orpaillage

Auطلا a annoncé pour la première fois depuis plus de 20 mois un flux mensuel de trésorerie d'exploitation positif. Elle a dans le même temps mis en fonctionnement de manière satisfaisante son démonstrateur industriel capable de récupérer plus de 50 % de l'or contenu dans le minerai (les proportions varient aujourd'hui entre 20 et 30 %). Ce démonstrateur utiliserait un processus respectueux de l'environnement. Auطلا communiquera les résultats de ce démonstrateur à la fin du mois d'avril.

La SARL **Atenor** s'est vue refuser son Autorisation d'Exploitation de mines aurifères (AEX) qui concernait deux criques proches de Saül. Malgré les 293 000 € investis dans le projet, la préfecture a relevé des risques d'atteintes aux milieux environnants en raison de sa localisation mais aussi de la nature de l'exploitation (aurifère alluvionnaire en lit mineur de cours d'eau).

Le Conseil Scientifique du **Parc Amazonien de Guyane** a adopté à l'unanimité de ses 27 membres une motion destinée à interpeller les pouvoirs publics sur la gravité de la situation au sein du Parc. Elle demande au gouvernement d'intervenir le plus rapidement afin de faire cesser les pratiques d'orpaillage illégal qui compromettent durablement l'intégrité du patrimoine naturel du Parc et insiste aussi sur la nécessité d'une coopération avec les pays voisins.

Communications

A l'issue d'une décision de l'Autorité de la Concurrence qui faisait suite à une plainte déposée par Mediaserv, France Telecom s'est engagée à améliorer la qualité des services qu'il rend aux autres opérateurs des DOM. La cellule spécifique de prise en charge des incidents qui a pour but de traiter les dysfonctionnements sera pérennisée.

Collectivités locales

A **Roura**, la mairie a lancé un projet de construction de 400 logements sur les 6 prochaines années. L'objectif est de combler un déficit de 8,5 millions d'€ grâce à l'augmentation de sa base fiscale. Le projet « Anxionnaz » devrait attirer plus de 1 500 personnes et des entreprises.

La CCCL a augmenté les capacités de production de l'usine d'eau potable de la **Comté**. Elles sont passées de 1 300 m³/h à 1 600 m³/h, l'objectif étant d'atteindre les 2 000 m³/h en juillet. Cette augmentation s'est accompagnée d'une amélioration du stockage. Un nouveau réservoir d'eau traitée de 3 000 m³ est envisagé. Le coût de ces travaux est estimé à près de 10 millions d'€.

Energie

La centrale solaire de **Kaw** a été rénovée et remise en service. Avec une puissance de 100 KWc elle redevient la plus grande centrale photovoltaïque en site isolé de France. Le projet a coûté près de 1,9 millions d'€ et permet de diviser par trois l'utilisation du groupe électrogène de complément. Cette rénovation s'est accompagnée d'une politique de maîtrise de l'énergie avec la promotion des lampes à basse consommation (LBC), des chauffe-eau solaires et le remplacement de 50 réfrigérateurs énergivores dans le village.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (hors tabac) – janvier 2009 (Indice base 100 : année 1998)	118,4	- 1 %	+ 1,8 %
Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC)	Demandeurs d'emploi (DEFM1) - à fin janvier 2009 Indicateur de chômage - à fin janvier 2009 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – février 2009	12 298 19,6 % 5 347	+ 4,1 % + 0,7 point - 3,7 %	+ 10,5 % + 1,8 point + 18,1 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin février 2009 Cumul 2009 des prestations nettes versées	10 762 10,2 M€	+ 1,3 %	- 7,7 % - 3,3 %
Commerce extérieur (Source : Douane)	Exportations – décembre 2008 Cumul depuis janvier - à fin décembre 2008 Importations - décembre 2008 Cumul depuis janvier - à fin décembre 2008 Taux de couverture en cumul - à fin septembre 2008	8,1 M€ 99,9 M€ 181,3 M€ 1 051,3 M€ 9,5 %	+ 192,7 % + 151,3 %	- 11,6 % - 14,7 % + 69 % + 17,3 % -3,6 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Espace (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin mars 2009 Rappel cumul 200	1 tirs Ariane 5 pour 2 satellites 6 tirs Ariane 5 pour 10 satellites
Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2008) Cumul année 2008 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin décembre 2008)	5 983 tonnes (- 6,1 % sur un an) 9 704 tonnes (+ 11,9 % sur un an) 4 571 tonnes (- 25,8 % sur un an) pour 2.5 M€ (+ 26,9 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – février 2009 Cumul de janvier à fin février 2009	7 668 tonnes (- 1,8 % sur un an) 15 476 tonnes (+ 5,4 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2008) Exportations de crevettes (cumul à fin décembre 2008)	1 496,1 tonnes (- 36,7 % sur un an) 1 203,3 tonnes (- 26,7 % sur un an)
Or (Source : Douane)	Exportations (cumul à fin décembre 2008)	2,0 tonnes (- 47,8 %) pour 35,7 M€ (- 28,8 %)
Bois (Source : ONF)	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2008)	71 302 m ³ (+ 27,4 % sur un an)

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	08/04/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	08/04/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/09)					
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2008	3,99%	JO du 23/02/08	2,50%	2,50%	3,00%	2,50%	1,75%

* hors prime d'Etat

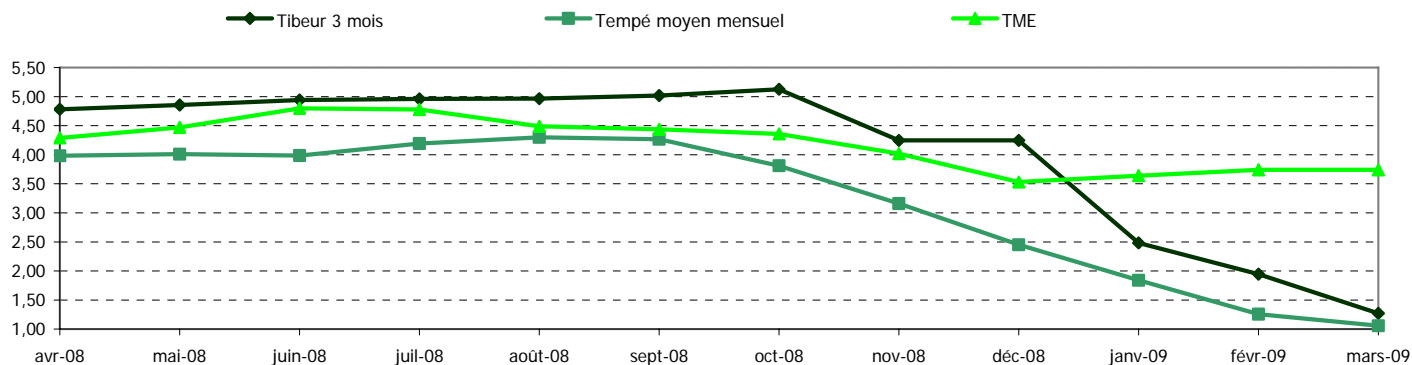
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (mars 2009)			
Décembre	Janvier	février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
2,4511%	1,8404%	1,2583%	1,0565%	1,2710%	1,6370%	1,7760%	1,9100%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Février	Décembre	Janvier	Février	Février
3,53%	3,64%	3,74%	3,74%	3,73%	3,84%	3,94%	3,94%

Taux de l'usure (applicable à partir du deuxième trimestre 2009)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		7,83%			
Prêts à taux variable		7,93%			
Prêts relais		8,05%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,36%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		20,92%	Découverts en compte (1)		14,13%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		10,04%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

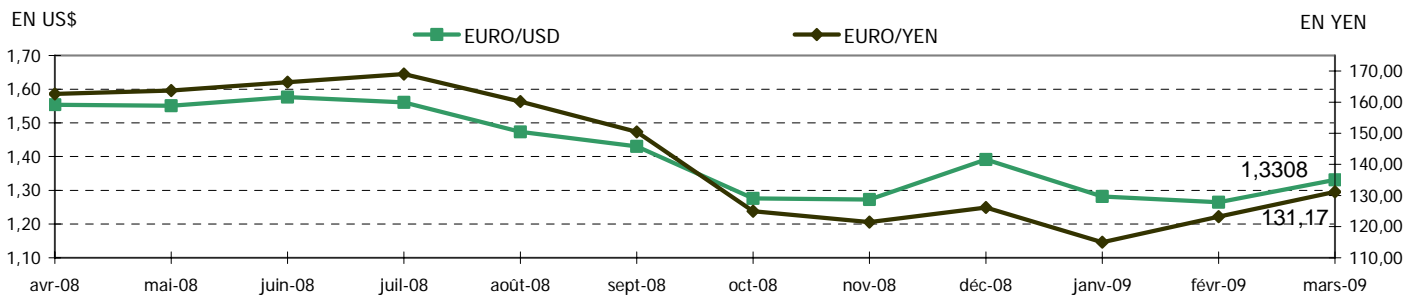
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3308	EURO/ZAR (Afrique du sud)	12,6140	EURO/SRD (Surinam)	3,64206
EURO/JPY (Japon)	131,1700	EURO/BWP (Botswana)	10,34580	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,37533
EURO/CAD (Canada)	1,6685	EURO/SCR (Seychelles)	21,6346	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,6061
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,93080	EURO/MUR (Maurice)	43,5870	EURO/BBD (La Barbade)	2,6540
EURO/SGD (Singapour)	2,0234	EURO/BRL (Brésil)	3,0767	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,35067
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3140	EURO/VEF (Vénézuéla)	2,84903	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2617,21	EURO/XCD (Dominique)	3,5829	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0429300 MTL	30,1260 SKK